

CONGÈS ESTIVAUX

La flambée du kérosène fait planer le doute

Le doublement des tarifs du carburant provoque une hausse du prix du transport aérien et les premières annulations de vol. Les vacances des Français vont s'en trouver perturbées.

Par **FRANCK BOUAZIZ**

Guy a reçu le message sur son téléphone mobile en début de semaine. Le vol TO7481 Paris-Reykjavik du 12 juin sur lequel il avait réservé un billet est annulé pour «un problème d'approvisionnement en carburant». Au choix : il peut être remboursé, obtenir un avoir ou accepter de raccourcir son séjour pour attraper un vol de remplacement. Guy est l'un des 200 000 passagers environ, selon les calculs effectués par *Libération*, à avoir vu son voyage annulé par la compagnie Transavia, filiale low-cost du groupe Air France KLM. Le transporteur a en effet supprimé 2 000 vols de son programme jusqu'à la fin du mois de juin. Pour l'heure, il ne s'agit pas tant d'une pénurie de carburant que de l'augmentation de son prix devenu incompatible avec les tarifs serrés proposés par les compagnies à bas prix. En clair, le modèle économique de Transavia s'accommode mal du cours actuel du Jet A1, le nom techno du kérosène, passé de 750 à 1 250 euros la tonne ces dernières semaines. Michel Fayad,

consultant en géopolitique décrypte le mécanisme caché de cette inflation : «Le crack spread, c'est-à-dire, la marge de raffinage entre le pétrole brut et le kérosène s'est envolée. Donc même quand le pétrole baisse, le carburant pour avion ne suit pas car les capacités de raffinage mondial sont structurellement tendues depuis plusieurs années.»

Ainsi, un Airbus A320 qui embarque, pour un vol de trois heures, 9 tonnes de carburant doit supporter un surcoût de 5 400 euros peu compatible avec un vol Paris-Athènes pour lequel nombre de billets sont vendus 99 euros.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

Depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, fin février, le kérosène a bien plus flambé que l'essence classique utilisée par les particuliers pour leur véhicule. Et pour cause, la part produite dans le golfe persique, 25% selon un expert de l'énergie, est bien plus importante que pour l'essence ou le gasoil. Le blocage du détroit d'Ormuz a donc rendu plus rare ce type de carburant. Et le pire est potentielle-

ment à venir. Certes, le gouvernement se veut rassurant. Le ministre de l'Économie, Pierre Lescure, a indiqué qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir jusqu'à la fin du mois de juin. Le patron de Bercy a même convié les représentants des compagnies aériennes pour une réunion le 6 mai, histoire de prêter une oreille attentive à leurs appréhensions voire de lâcher quelques mesures comme des suspensions de paiement de charge.

En coulisses, le gouvernement a d'ores et déjà accordé quelques facilités. En dérogation à la réglementation européenne, les compagnies aériennes qui annulent des vols conservent néanmoins, sur les aéroports, leurs précieux créneaux de décollage qui normalement sont redistribués à la concurrence. En outre, les transporteurs peuvent désormais pratiquer le double emport. C'est-à-dire décoller avec le carburant nécessaire au vol aller et retour, au cas où ils ne pourraient refaire le plein à leur destination d'arrivée. Depuis l'embrassement au Proche-Orient, quatre aéroports italiens ont connu des difficultés d'approvisionnement. Ces réserves stockées

dans les réservoirs des avions ont toutefois un coût environnemental élevé : chaque tonne de carburant supplémentaire embarquée à l'aller et destinée au vol retour génère une consommation supplémentaire de 300 kilos de kérosène, en raison de la surcharge de poids qui augmente la consommation.

Le gouvernement tente donc de calmer tout mouvement de panique, en revanche, le principal industriel français de l'énergie a une vision toute différente. Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies ne s'est pas privé de tacler l'exécutif lors d'un chat organisé le 13 avril. «Pour les

deux ou trois prochains mois ça ira, mais après ça n'ira pas du tout.»

REPLI SUR LES CIRCUITS COURTS

Les mois de juillet et d'août correspondent logiquement à des pics de consommation de kérosène en raison des départs et des retours de vacances. A cette période de l'année, le marché français absorbe 600 000 tonnes de carburant aérien par mois, soit 20% de plus que d'ordinaire. Nombre des 15% de Français qui disposent des revenus suffisants pour s'offrir des vacances hors de l'Hexagone ont conscience des risques de pénurie auxquels s'ajoutent les tensions internationales, notamment au Moyen-Orient. Un sondage Ifop réalisé pour l'Alliance France tourisme (AFT), chargée de promouvoir la destination France auprès des touristes internationaux, illustre cette tendance au repli sur des vacances en circuits courts. L'an dernier, 18% des sondés envisageaient de prendre leurs vacances en Europe ou dans un pays frontalier. Ils ne sont plus que 15% en 2026. Quant à ceux qui projetaient une escapade plus lointaine,



En juillet et août, le marché français absorbe 600 000 tonnes de carburant aérien par mois, soit 20% de plus que d'ordinaire.

Au Crotoy (Hauts de-France), en août 2025.

PHOTO STÉPHANE DUBROMEL. HANS LUCAS



leur proportion chute de 13 à 9%. Un changement de comportement dicté d'abord par des considérations budgétaires.

Le prix des vols long-courrier va augmenter significativement du fait de l'application d'une surcharge carburant. Ainsi, sur Air France-KLM elle atteint 100 euros pour un aller-retour vers l'Amérique latine, l'Afrique ou l'Asie, et 70 euros à destination des Etats-Unis ou du Canada. Si la question des tarifs n'entre pas en ligne de compte, le conflit au Moyen-Orient décourage également des voyageurs au long cours. D'abord parce que certaines contrées touristiques sont devenues des zones de conflit. La Jordanie et le Liban sont carrément sortis du marché alors que des sites comme Petra ou la ville de Baalbek suscitaient un intérêt croissant ces dernières années. A la tête du syndicat des entreprises du voyage, Valérie Boned note que si les Etats-Unis sont orientés à la baisse, le Canada enregistre un regain d'intérêt tout comme la République dominicaine avec une progression de 26%. En Asie du Sud-Est, la Thaïlande et le Vietnam font beau- **Suite page 14**

Face au flou, vacances, je change tout!

Si les réservations tardent à se concrétiser pour les vacanciers français, l'Hexagone, l'Europe du Sud et l'Afrique du Nord devraient tirer leur épingle du jeu.

L'année 2026 s'annonçait très prometteuse pour les agences de voyages: 9,3 millions de Français prévoyaient de partir en vacances à l'étranger, soit 400 000 de plus que l'an passé, d'après le sondage annuel réalisé en janvier par le cabinet spécialisé Protourisme. Mais c'était sans compter sur la guerre au Moyen-Orient. Interrogés à nouveau en mars, plus de 8% des sondés avaient tiré un trait sur leurs envies d'escapades au-delà des frontières et 16% disent s'en remettre désormais à l'évolution de la situation avant de remballer leur passeport. «Le premier effet dramatique a été de voir des Français bloqués à l'étranger, appelant à l'aide, et leurs témoignages sur les prix démentiels des vols, justifie le di-

recteur général de Protourisme, Didier Arino. Mais on assiste actuellement à une deuxième phase de défiance avec une augmentation des prix des billets et des annulations de vols qui peuvent dissuader de partir à l'étranger.» Les réservations pour des voyages à l'étranger ont en effet baissé d'environ 20% sur les deux derniers mois, d'après le Syndicat des entreprises du tour operating (Seto).

Attentisme. «Le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est souffrent particulièrement tandis que les destinations à proximité comme l'Europe du Sud [Espagne et Italie – dont la Sicile et la Sardaigne] et l'Afrique du Nord [Tunisie et Maroc] résistent», détaille le président du Seto, Patrice Caradec. L'anxiété s'étend même à des destinations du bassin méditerranéen d'ordinaire très plébiscitées: les réservations de vols via la plateforme Cdiscount Voyages sont en recul depuis début mars pour Chypre (-58%), la Turquie (-38%) ou la Grèce (-26%), des pays assimilés dans l'esprit des voyageurs au Moyen-Orient. Même constat pour le patron du voyageur haut

de gamme Voyageurs du monde, Jean-François Rial: les ventes en mars et avril, toutes périodes de départ confondues, plongent pour le Moyen-Orient (-50%), malgré le maintien de l'Egypte, et pour l'Asie (-25%) à cause «d'une peur de survoler» les pays du Golfe. Un report dont bénéficient l'Europe et l'Amérique du Sud (+5%) mais surtout l'Afrique (+15%).

Pour la marque Voyageurs du monde, qui propose des voyages sur mesure, les réservations sont en baisse de 10%. Chez les voyageurs classiques, le reflux avoisine les 25%. «Les marques dont les clients ont un pouvoir d'achat plus élevé résistent mieux que les autres», souligne Jean-François Rial. S'il ne croit pas à un rattrapage de dernière minute pour les vacances d'été à l'étranger, il se montre rassurant: «Quand on a vécu des crises beaucoup plus graves comme le 11 Septembre, le tsunami de 2004 ou le Covid, il n'y a pas de quoi s'affoler.» Et d'ajouter: «Je ne serais pas étonné que la France cartonne auprès des Français cet été.»

Les destinations hexagonales sont-elles déjà plébiscitées? «Ce n'est pas l'euphorie. On a aussi un retard de réservation pour l'été», répond Didier Arino Pour le tourisme hexagonal on est à moins 6% par rapport à la même période l'an passé.» Peur de la guerre, crainte pour le pouvoir d'achat... Les raisons de cet attentisme sont multiples. «40% des vacanciers indiquent changer leurs plans, mais ça peut prendre différentes formes: partir moins loin pour réduire les frais de transport, rester en France par sécurité, aller dans un hébergement non marchand comme une résidence secondaire ou chez de la famille», décrit Didier Arino. Et de rappeler que seul un Français sur deux s'offre des vacances durant l'été (à savoir quatre nuits consécutives hors du domicile).

«Proximité». Pour Gîtes de France, qui propose 56 000 établissements à travers le territoire, le taux d'occupation accuse un léger retard. A la fin avril, il plafonne à 43% (contre 46% l'an dernier) pour juillet et à 51% (contre 55%) pour août. «Je suis persuadée que ça va se rattraper d'ici l'été avec des réservations d'ultra-dernière minute, devenues habituelles depuis la pandémie», veut croire la directrice générale du groupe, Solange Escure.

Du côté des campings, «il y a eu un fort ralentissement des réservations à partir de mi-mars mais depuis une semaine ça frémit à la hausse», constate le président de la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air, Nicolas Dayot. Il note également un panier moyen en baisse de 4% par rapport au début d'année, signe «de premiers arbitrages chez des clients qui vont partir moins loin, moins cher». Dans le détail, les demandes pour des mobile homes et places de tentes en Normandie et dans le Grand Est sont en hausse tandis que la moitié sud de la France reste en retrait. «Le succès des régions du nord, où il y a les grands bassins de population, est l'illustration que les destinations de proximité sont privilégiées», analyse Nicolas Dayot. Sur la plateforme Cdiscount Voyages, les ventes pour la France ont été multipliées par cinq (en volume) depuis début mars par rapport à l'an dernier, tirées par la demande pour les clubs et villages vacances en France. «Une tendance tout à fait logique par rapport à l'anxiété globale», estime son directeur, Aymeric Le Quinio. Un constat partagé par le directeur général du voyageur TUI France, Christophe Fuss qui note «une appétence particulière pour la France» de la part de «clients attentistes» qui ont besoin de se tourner vers «des destinations de confiance». Depuis le début du conflit, la défiance vis-à-vis de certaines destinations comme l'Egypte ou la Turquie est telle que la marque «a accepté de rogner sur ses marges pour proposer des prix très bas». A tel point que certains séjours à l'étranger sont maintenant «bien plus compétitifs qu'en France».

ISMÉRIE VERGNE



L'an dernier, 18 % des sondés Ifop envisageaient de prendre leurs vacances en Europe ou dans un pays frontalier. Ils ne sont plus que 15 % en 2026. PHOTO LAURENT CARRÉ

Suite de la page 13 coup moins recette. Ce n'est pas tant le risque sécuritaire, que l'éloignement qui refroidit nombre de voyageurs.

CONCERTS DE CÉLINE DION

Les perturbations liées à la flambée des prix du kérosène promettent également de rejaillir sur l'attractivité de la destination France. Or cette clientèle internationale représente pas moins de 76 milliards d'euros de recettes, en 2025, pour les entreprises françaises d'hôtellerie, de restauration et des transports (selon l'AFT). Les touristes allemands sont les plus nombreux dans l'Hexagone, suivi de ceux originaires des Etats-Unis, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Belgique. Toutefois Dominique Marcel, le président de l'AFT, note que depuis plusieurs années, la France perd des parts de marché au profit de l'Espagne et de l'Italie. Cette année, les voyageurs venus d'Asie et du Moyen-Orient devraient être moins présents dans les jardins du château de Versailles ou encore dans la baie du Mont-Saint-Michel ou sur la Croisette, notamment en raison des difficultés de transport. Ces touristes dits «à haute contribution» risquent de faire défaut alors qu'ils dépensent au-delà de la moyenne en hôtellerie-restauration ou en shopping.

Un événement viendra toutefois à l'automne compenser, en partie, le manque à gagner de l'été : les concerts parisiens de Céline Dion, dont la production a annoncé six dates supplémentaires. Ces shows hors-norme devraient générer 1,4 milliard de recettes, soit une dépense moyenne de 3 000 euros par spectateur. ◆

«On a plaisir à redécouvrir la France, tout en évitant l'avion»

Entre tensions géopolitiques et flambée des prix des transports, des Français racontent pourquoi ils ont décidé de changer leurs plans pour les vacances d'été en restant dans l'Hexagone.

D'habitude, les billets d'avion sont déjà pris à cette période de l'année. Mais pour l'été 2026, la mère de Tom tempore. L'étudiant en économie de 19 ans raconte : «Pour aller en Asie, il faudrait passer par le Moyen-Orient. L'Amérique latine ? Ma mère a peur de ce que pourraient faire les Etats-Unis. J'espère qu'on pourra partir.» L'enlèvement du président Vénézuélien Nicolás Maduro par les Etats-Unis début janvier, l'actuel conflit au Moyen-Orient... La situation géopolitique instable pousse les Français à revoir leurs projets de vacances. 63 % d'entre eux déclarent que les conflits armés impactent leurs envies de voyage, selon le nouveau baromètre des vacances réalisé par l'institut de sondage Ipsos bva pour la compagnie d'assurance Europ Assistance, un chiffre qui n'était que de 33 % en 2023.

«Infréquentable». Tom et sa mère ont l'habitude de partir pendant la saison estivale. La famille originaire de Douais (Nord) rejoint l'aîné de la fratrie qui travaille dans l'hôtellerie et change chaque année ou presque de pays. Ils l'ont retrouvé au Mexique, au Costa Rica, en République dominicaine... «J'ai un peu voyagé quand même», dit le jeune homme avec un sourire coupable. Le grand frère travaille désormais en Egypte, pays voisin

de la bande de Gaza : «Est-ce que demain Trump va péter un plomb et envahir le canal de Suez ? On ne s'est jamais posé ce genre de question avant», relève Tom. Sa mère consulte fréquemment les comparateurs de vols. Le conflit en Iran a fait bondir le prix du kérosène, ce qui a forcément un impact sur le transport aérien. «Le prix des billets ne fait qu'augmenter», relate Tom. «Ça préoccupe ma mère. Pas pour visiter l'Egypte, mais elle veut voir mon frère. On part une fois par an, et là, c'est peut-être compromis.»

Les vacances en famille d'Assia et Yasmine semblent aussi sur la sellette. «On a l'habitude de partir en Europe ou en Afrique du Nord au moins deux fois par an avec notre mère», explique Assia, 32 ans, la grande sœur. Des moments qu'elles chérissent pour «prendre du temps en famille et sortir de la vie parisienne». Mais aujourd'hui, même en hors saison, les prix sont similaires aux plus fortes périodes de fréquentation touristique. «200 à 300 euros pour aller en Algérie en mai, s'estomaque Yasmine, 27 ans. C'est un peu dur pour seulement deux heures de vol.»

Même les courriers courts sont touchés par la flambée des tarifs. A défaut, elles se replient sur la France, ou peut-être la Suisse, «pour être au calme et proche de la montagne». Là encore, le budget explose. «Le train, ce n'est pas accessible», déplore Yasmine. Et pour des vacances de quelques jours, «faire huit heures de trajet, c'est dommage». Peu à peu, les deux sœurs en viennent à se demander sérieusement «si elles ne vont pas partir du tout».

Comme elles, 43 % des Français qui ne partiront pas cet été pointent des raisons budgétaires, selon le baromètre Ipsos. Pascale et Gérard, 65 et 76 ans, sont allés au Népal, aux

Etats-Unis, au Vietnam, en Afrique du Sud... Cette année, ce sera le Cantal en juin et la Bretagne en septembre. «Avec les crimes d'Israël dans la bande de Gaza et au Liban, et la guerre des Etats-Unis contre l'Iran, le Moyen-Orient est devenu infréquentable, regrette Pascale. Les avions font des détours, mais on peut toujours écopier d'un missile perdu.» Avec leur association de randonneurs, le couple de retraités alsaciens mise donc sur l'Hexagone : «On fait contre les aléas et on a plaisir à redécouvrir la France, tout en réduisant notre empreinte carbone.»

«Problèmes de riches». Pascale aime découvrir de nouveaux paysages, pas besoin de partir à l'autre bout du monde pour ça. «Il y a plein de lieux magnifiques et variés proches de chez soi. Rien qu'en Bretagne, on va trouver des cabanes de pêcheurs dans le sud et des maisons cossues dans le nord.» Avec son mari et son fils, elle a déjà visité une bonne partie de la France. Certaines régions lui ont rappelé des voyages à l'étranger : «Au Pays basque, on sent les implications d'être dans une région transfrontalière, où les invasions de puissances étrangères ont été nombreuses. Je l'ai vu aussi lors de mon séjour à Cuba, avec les influences espagnoles ou russes. C'est finalement ce que je connais en tant qu'Alsacienne.»

Entre rando et sortie culturelle, Pascale devrait passer un bon été. Mais elle rappelle que la priorité est ailleurs : «Plein de civils perdent leur vie en ce moment. Nous, on a des problèmes de riches à se demander où nous allons partir en vacances. C'est presque indécent.»

QUENTIN BARAJA
et MAHAULT DE FONTAINIEU